

Le premier ministre a déclaré qu'il fallait prendre les bonnes décisions là où il faut. Puisqu'il s'est engagé envers l'OTAN à maintenir les troupes canadiennes en Europe, quelles sont les limitations et les restrictions auxquelles il doit faire face? A-t-on limité son aptitude à prendre la bonne décision au bon endroit?

Comme le premier porte-parole du NPD cet après-midi, je compte soumettre trois propositions essentielles. Premièrement, le Canada devrait retirer toutes ses forces militaires d'Europe. Deuxièmement, le Canada devrait insister sur la réaffirmation du rôle de l'OTAN dans les affaires mondiales et, troisièmement, le Canada devrait, avant tout, encourager et affirmer les organisations et les agences internationales les plus aptes à assurer la paix et la sécurité dans le monde. A la fin de mon discours, monsieur l'Orateur, je proposerai un sous-amendement destiné à donner suite aux trois propositions essentielles que je m'apprete à défendre.

Tout d'abord, il est temps d'opérer le retrait de toutes les troupes canadiennes stationnées en Europe. On doit se souvenir de la signature, par le Canada, de l'accord de l'OTAN, en 1949, qui ne nous obligeait nullement à maintenir des forces armées en Europe. En fait, c'est seulement lorsque la guerre de Corée a éclaté, en 1950, qu'on a soulevé le problème de l'envoi de troupes canadiennes en Europe. Nous avions certes signé l'accord de l'OTAN mais, en 1950, nos dépenses consacrées à la défense étaient encore de quelque 300 millions de dollars. Elles s'élèvent maintenant à environ 1.8 milliard de dollars.

Lorsque les forces canadiennes ont été envoyées en Europe, c'était pour faire face à une situation d'urgence. Aucun porte-parole du gouvernement n'a suggéré à l'époque que le Canada s'engageait à maintenir en permanence des troupes en Europe. Il y avait une bonne raison d'envoyer des troupes canadiennes en Europe en 1950 et en 1951. C'était afin d'appuyer les forces terrestres de l'OTAN et notre participation renforça effectivement la situation militaire de l'OTAN. Cette situation a changé radicalement depuis 20 ans. Ce qui avait un sens en 1949 n'en a pas nécessairement aujourd'hui. En 1949, il y avait un empire communiste énorme, monolithique, s'étendant sur une grande partie du monde. Aujourd'hui, ce monolithe communiste a été fragmenté. Il y a une scission entre l'Union soviétique et la Chine continentale. Les satellites de l'Europe de l'Est ne sont plus aussi dociles aux ordres du Kremlin qu'autrefois. La Yougoslavie a fait bande à part; la Roumanie et la Tchécoslovaquie ont cherché à nouer des liens plus étroits avec l'Ouest. On constate un plus grand désir de détente chez les pays de l'Europe de l'Est qu'il y a 20 ans.

Certains prétendent que l'intervention de l'Union soviétique en août dernier montre que la menace d'une agression communiste subsiste. Je pense que l'invasion de la Tchécoslovaquie n'a pas été un signe de la force russe mais de sa faiblesse. Le fait que les Russes aient eu à dévoiler leur jeu, qu'ils aient dû tenir en bride leur satellite en recourant à la force montre que cette grande structure du communisme n'est plus aussi unie et aussi monolithique qu'autrefois.

Remarquons également que l'Europe de l'Ouest n'est plus prostrée et sans défense comme il y a 20 ans. J'ai visité l'Allemagne en 1945, en 1948 et encore en 1951. J'y suis allé par avion avec un groupe de parlementaires. En fait, j'ai visité Berlin pendant le blocus et c'est la RAF qui nous a transportés. A l'époque, l'Allemagne était indiscutablement exposée à toute agression et il fallait accroître les effectifs de l'OTAN en Europe. Cette conception était raisonnable et nous l'avons appuyée. Aujourd'hui, l'Allemagne de l'Ouest, est la troisième puissance militaire du monde. Comme le premier ministre l'a admis lui-même, les pays de l'OTAN comptent environ 300 millions d'habitants et ont un produit annuel brut de 500 milliards de dollars. Il est donc dérisoire de prétendre qu'une brigade et 6 escadrilles de chasse canadiennes sont essentielles à la sécurité de l'Europe de l'Ouest.

Le fait que la France, qui a été envahie trois fois au cours des 100 dernières années, ait soustrait ses troupes au commandement de l'OTAN, montre que la situation en Europe a changé depuis 20 ans. Le Canada n'est pas une nation européenne ni une grande puissance. J'estime que nous nous maintenons dans l'OTAN à cause de notre habitude invétérée de nous mettre à la remorque des États-Unis, de la Grande-Bretagne ou des deux. Nous avons acquis l'habitude de payer notre cotisation afin de pouvoir faire partie du club de l'OTAN. J'estime que ce sont des cotisations coûteuses et que cet argent pourrait être mis à meilleur usage pour favoriser la paix et la sécurité dans le monde.

On doit se rappeler que les forces classiques sont beaucoup moins importantes maintenant qu'au moment de la création de l'OTAN. Les missiles nucléaires ont maintenant produit ce que Winston Churchill appelait l'équilibre de la terreur. Les deux plus grandes puissances possèdent les armes destructives les plus perfectionnées et elles constitueront en grande partie le facteur décisif qui déterminera l'avenir de l'humanité. Dans cette confrontation nucléaire, les États-Unis, en tête des puissances occidentales, possèdent un avantage de quatre à un en armements stratégiques, et de sept à un en armes nucléaires.